

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 4 août 1997, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "fixant les échelles de traitement liées aux grades des services extérieurs de l'Administration de la Sécurité de l'Etat", a donné le 7 janvier 1998 l'avis suivant :

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 4 augustus 1997 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de weddeschalen verbonden aan de graden van de buitendiensten van het Bestuur van Veiligheid van de Staat", heeft op 7 januari 1998 het volgende advies gegeven :

EXAMEN DU PROJETIntitulé

L'arrêté en projet ne se limite pas à fixer les échelles de traitement des agents des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat mais détermine également dans le détail les modalités d'octroi d'augmentation par promotion pécuniaire. L'intitulé doit, dès lors, être adapté à l'objet exact du projet.

PréambuleAlinéa 2

Si le préambule doit contenir tous les textes qui constituent le fondement légal de l'arrêté, un texte réglementaire ne peut, toutefois, pas être visé à titre de fondement d'un autre texte de force obligatoire égale.

L'alinéa 2 doit donc être omis.

Alinéa 3

Il y a lieu de rédiger l'alinéa 3 (devenant l'alinéa 2) comme suit :

.../...

"Vu l'arrêté royal du 4 août 1975 fixant les échelles des traitements des grades particuliers du ministère de la Justice, modifié par les arrêtés royaux des 14 novembre 1978, 19 décembre 1986, 4 mai 1993, 6 avril 1995, 26 septembre 1995 et 28 février 1997;".

Alinéas 4 et 5

Le préambule ne doit viser que les textes qui constituent le fondement juridique de l'arrêté en projet et les textes que celui-ci modifie.

L'arrêté royal du 14 janvier 1994 portant statut de l'administrateur général et de l'administrateur général adjoint de la Sûreté de l'Etat et l'arrêté royal à adopter portant le statut du personnel des services extérieurs de l'Administration de la Sûreté de l'Etat ne constituant pas le fondement du présent projet d'arrêté et n'étant pas modifiés par celui-ci, il n'y a pas lieu de les viser au préambule.

Les alinéas 4 et 5 doivent, dès lors, être omis.

Alinéas 6 et 7

La loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités ne s'applique pas aux agents des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat (article 1er, § 2, 6°, de la loi du 19 décembre 1974). La négociation

.../...

syndicale ne constituant pas une formalité préalable obligatoire, il n'est pas utile de viser au préambule les protocoles n^{os} 97, 137 et 138 qui concernaient "la révision générale des carrières administratives et des dispositions pécuniaires qui en découlent pour la police judiciaire", quand bien même le protocole n^o 97 reconnaît expressément que "l'ensemble des mesures négociées est applicable aux membres du personnel des services extérieurs de l'Administration de la Sûreté de l'Etat".

Les alinéas 6 et 7 peuvent, dès lors, être omis.

Alinéa 8

L'alinéa 8 devient l'alinéa 3 du préambule.

En outre, le texte néerlandais de l'alinéa devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Alinéas 9, 10 et 11

Les alinéas 9, 10 et 11 deviennent les alinéas 4, 5 et 6 du préambule.

.../...

Alinéa 12

L'alinéa 12, devenant les alinéas 7 et 8, doit être rédigé comme suit :

"Vu la délibération du Conseil des ministres du 27 juin 1997 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 7 janvier 1998, en application de l'article 84, alinéa 1er, 1º, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;"

Alinéa 13

L'alinéa 13 devient l'alinéa 9 du préambule.

DispositifRemarques générales de légistique

1. Un article ne se divise en paragraphes que lorsqu'au moins l'un de ceux-ci comprend plusieurs alinéas. Dans le cas contraire, la division en alinéas suffit.

Il convient, dès lors, de supprimer la division en paragraphes aux articles 30 et 33.

.../...

2. Il est d'usage d'écrire, dans le texte français, "Chapitre premier" et "Section première" et non "Chapitre I" et "Section I".

Article 2

Mieux vaut écrire "sont fixées conformément à l'annexe I".

Articles 3 et 4

Ces articles du projet entendent déroger, au détriment des agents des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat, aux articles 7 et 14 de l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des ministères, en réinstaurant des classes d'âge.

Ainsi, les titulaires des grades de commissaire ne verraient leur ancienneté pécuniaire courir qu'à partir de 25 ans tandis que, pour les inspecteurs, cet âge serait fixé à 21 ans.

Interrogé à ce propos, le fonctionnaire délégué considère que ces dérogations se justifient par l'âge d'admission possible au service (21 ans pour les inspecteurs) et par les conditions relatives à la carrière des commissaires qui n'auraient accès à cet emploi qu'à partir de 25 ans.

.../...

D'une part, ces explications ne sont pas satisfaisantes car elles ne permettent pas la prise en compte de l'ancienneté éventuellement acquise dans une position de "services admissibles" avant ces âges et, d'autre part, si le projet d'arrêté royal soumis au Conseil d'Etat sous le n° L. 26.831/2 fixe, en son article 16, 4°, une condition minimale, cette condition s'applique indistinctement aux candidats inspecteurs comme aux candidats commissaires. Un emploi de commissaire est, dès lors, accessible avant l'âge de 25 ans et il ne se conçoit pas, au regard des règles constitutionnelles d'égalité, qu'un agent du niveau 1 des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat ne voit son ancienneté prise en compte qu'à partir de l'âge de 25 ans et non à partir de sa date d'entrée en service.

Les articles 3 et 4 doivent, dès lors, être omis.

Article 5

L'article 5, qui fixe l'échelle de traitement liée au grade créé d'inspecteur, est en contradiction avec l'annexe II du projet d'arrêté qui lie à ce grade les échelles de traitement 2 A et 2 B, selon que les intéressés étaient titulaires des grades rayés d'inspecteur ou d'inspecteur principal.

Il convient de modifier l'article 5 en conséquence.

.../...

Article 7

L'article 7, qui fixe l'échelle de traitement liée au grade créé de commissaire, est en contradiction avec l'annexe II du projet d'arrêté qui lie à ce grade les échelles de traitement 1 A et 1 B, selon que les intéressés étaient titulaires des grades rayés de commissaire ou de commissaire principal.

Il convient de modifier l'article 7 en conséquence.

Article 10

A l'alinéa 2, dans un souci de clarté, il convient de préciser, que le signalement "bon" doit avoir été obtenu à chacun des signalements opérés au cours de chacune des trois années précédant la promotion. Telle qu'elle est formulée, cette disposition permettrait de penser qu'un seul signalement "bon" suffit.

Articles 11 à 15

En vue d'assurer une unité dans la terminologie, il serait préférable de reproduire la rédaction de texte proposée par le Conseil d'Etat relativement à la même épreuve organisée pour les membres de la police judiciaire, eu égard à la volonté d'alignement des deux statuts affirmée par le fonctionnaire délégué.

.../...

Il y a également lieu de prévoir, pour les promotions subordonnées à une vacance d'emploi, un appel aux candidatures.

Article 17

1. La référence à l'article 46 de l'arrêté royal "portant le statut des agents des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat" semble incorrecte dans la mesure où cette disposition ne porte pas sur l'avis motivé mais bien sur l'ordre des promotions par avancement de grade (inspecteur ou commissaire divisionnaire) décidée par le Roi ou le ministre.

Si les auteurs du projet entendent se référer à l'article 46 précité, la section IV du présent projet devient inutile. Cette référence doit, dès lors, être omise.

2. Compte tenu de la remarque générale n° 2 de légistique formulée dans le dossier L. 26.831/2/V, il y a lieu de remplacer les mots "l'article 41, §§ 2 et 3", par les mots "l'article 41, alinéas 2 et 3".

3. Le mot "implique" doit être remplacé par le mot "constitue".

.../...

Article 18

Il est fait référence aux observations faites dans l'avis (L. 26.831/2) donné ce jour, au sujet de l'article 46 du projet d'arrêté royal "portant le statut du personnel des services extérieurs de l'Administration de la Sûreté de l'Etat".

Article 19

1. Au paragraphe 1er, alinéa 3, du texte français, il y a lieu de supprimer le mot "de" entre les mots "conseil" et "consultatif".

2. La rédaction suivante est proposée pour l'alinéa 3 :

"La décision de retarder la nomination pour un terme déterminé ou indéterminé prend cours le jour de l'accomplissement de la condition d'ancienneté, visée aux articles 11 et 13."

Article 22

Il y a lieu de s'inspirer de la rédaction de texte proposée par la section de législation du Conseil d'Etat pour l'article 132 dans son avis sur un projet d'arrêté royal "portant le statut administratif et pécuniaire des

.../...

membres du personnel de la police judiciaire près les parquets" (L. 26.540/2).

Article 24

L'alinéa 2 doit s'inspirer de la rédaction de texte proposée par la section de législation du Conseil d'Etat pour l'article 133 dans son avis L. 26.540/2, précité.

Articles 27 à 33

L'ampleur des mesures de dispenses de diplômes ou de partie écrite d'épreuve, la réservation d'examens et la priorité absolue de promotion ne semblent pas, à première vue et dans le bref délai imparti au Conseil d'Etat pour rendre le présent avis, s'accommoder des exigences de l'article 10 de la Constitution quant à la proportion entre le but poursuivi et les effets de ces mesures.

Il en va de même des mesures relatives à la période de signalement prise en compte pour l'octroi des promotions par avancement barémique : selon que l'on est candidat telle ou telle année, un, deux ou trois signalements sont examinés.

Article 34

Dans un souci de clarté, il y a lieu de s'inspirer de la rédaction de texte proposée par la section de législa-

.../...

tion du Conseil d'Etat pour l'article 144 dans son avis L. 26.540/2, précité.

Article 35

Outre une amélioration identique à celle suggérée à propos de l'article 170 du projet d'arrêté royal relatif au statut des membres de la police judiciaire et afin d'éviter toute confusion avec les procédures de promotion par avancement de grade visées à l'article 66, alinéa 2, du projet L. 26.831/2, il y a lieu de prévoir que les procédures visées à l'article 35 concernent les promotions barémiques.

Article 36

La disposition en projet fait rétroagir les articles 2 et 26 au 1er janvier 1995.

La non-rétroactivité des actes administratifs est de règle, en vertu d'un principe général de droit. Elle peut, toutefois, être justifiée si elle est autorisée par la loi. En l'absence d'autorisation légale, la rétroactivité ne peut être admise qu'à titre exceptionnel, lorsqu'elle est nécessaire notamment à la continuité du service public ou à la régularisation d'une situation de fait ou de droit et pour autant qu'elle respecte les exigences de la sécurité juridique et les droits individuels.

.../...

Observation finale

Le texte néerlandais du projet devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

Opschrift

Het ontworpen besluit stelt niet alleen de weddeschalen van de ambtenaren van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat vast, maar bepaalt ook nauwkeurig de wijze waarop verhoging door financiële bevordering wordt toegekend. Het opschrift moet bijgevolg worden aangepast aan het juiste onderwerp van het ontwerp.

Aanhef

Tweede lid

De aanhef moet weliswaar alle regelingen bevatten die de rechtsgrond van het besluit vormen, maar een regelgevend besluit kan niet worden aangevoerd als rechtsgrond voor een regelgevend besluit van gelijke rangorde.

Het tweede lid moet bijgevolg vervallen.

Derde lid

Het derde lid (dat het tweede lid wordt) behoort als volgt te worden gesteld :

.../...

"Gelet op het koninklijk besluit van 4 augustus 1975 tot vaststelling van de weddeschalen verbonden aan de bijzondere graden bij het Ministerie van Justitie, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 14 november 1978, 19 december 1986, 4 mei 1993, 6 april 1995, 26 september 1995 en 28 februari 1997;".

Vierde en vijfde lid

In de aanhef moet alleen verwezen worden naar de regelingen die de rechtsgrond van het ontworpen besluit vormen en naar de regelingen die door dat besluit gewijzigd worden.

Aangezien het koninklijk besluit van 14 januari 1994 houdende het statuut van de administrateur-generaal en de adjunct-administrateur-generaal van de Veiligheid van de Staat en het aan te nemen koninklijk besluit houdende het statuut van het personeel van de buitendiensten van het Bestuur van de Veiligheid van de Staat niet de rechtsgrond uitmaken van het voorliggende ontwerp van besluit en hierdoor niet worden gewijzigd, is er geen reden om ze in de aanhef te vermelden.

Het vierde en vijfde lid moeten bijgevolg vervallen.

.../...

Zesde en zevende lid

De wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel is niet van toepassing op de personeelsleden van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat (artikel 1, § 2, 6°, van de wet van 19 december 1974). Aangezien de onderhandelingen met de vakbonden geen verplicht voorafgaand vormvereiste zijn, heeft het geen zin in de aanhef te verwijzen naar de protocollen nrs. 97, 137 en 138, die betrekking hadden op "de algemene hervorming van de administratieve loopbanen en de herziening van de bezoldigingsregelingen die daaruit voortvloeien voor de gerechtelijke politie", ook al staat duidelijk in protocol nr. 97 dat "het geheel der onderhandelde maatregelen van toepassing is tot (lees : op) de leden van het personeel van [de] buitendiensten van het Bestuur Veiligheid van de Staat.

Het zesde en het zevende lid mogen bijgevolg vervallen.

Achtste lid

Het achtste lid wordt het derde lid van de aanhef.

Bovendien schrijve men in dat lid "bepalingen" en niet "schikkingen" alsook "op die van de agenten" in plaats van "op deze van de agenten".

.../...

Het negende, tiende en elfde lid

Het negende, tiende en elfde lid worden het vierde, vijfde en zesde lid van de aanhef.

Twaalfde lid

Het twaalfde lid, dat het zevende en het achtste lid wordt, moet als volgt worden gesteld :

"Gelet op het besluit van de Ministerraad van 27 juni 1997 over de adviesaanvraag binnen een termijn van een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 7 januari 1998, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;"

Dertiende lid

Het dertiende lid wordt het negende lid van de aanhef.

.../...

Bepalend gedeelte

Algemene wetgevingstechnische opmerkingen

1. Een artikel wordt alleen in paragrafen ingedeeld wanneer op zijn minst één van deze paragrafen verscheidene leden omvat. In het andere geval volstaat de indeling in leden.

De indeling in paragrafen in de artikelen 30 en 33 dient dus te vervallen.

2. Zoals gebruikelijk schrijve men in de Franse tekst "Chapitre premier" en "Section première" en niet "Chapitre I" en "Section I".

Artikel 2

Het zou beter zijn te schrijven "worden overeenkomstig bijlage I vastgesteld".

Artikelen 3 en 4

Met deze artikelen van het ontwerp wil men, ten nadele van de personeelsleden van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat, afwijken van de artikelen 7 en 14 van het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries, door opnieuw leeftijdsklassen in te voeren.

.../...

Zo zou de weddeanciënniteit van de personeelsleden die de graad van commissaris hebben, pas beginnen lopen vanaf 25 jaar, terwijl dat voor de inspecteurs vanaf 21 jaar zou zijn.

Desgevraagd heeft de gemachtigde ambtenaar gesteld dat die afwijkingen gerechtvaardigd zijn door de leeftijd waarop men in de betrokken dienst kan worden aangeworven (21 jaar voor de inspecteurs) en door de voorwaarden betreffende de loopbaan van de commissarissen die pas vanaf de leeftijd van 25 jaar in die betrekking kunnen worden aangesteld.

Enerzijds is deze uitleg ontoereikend, omdat hij het niet mogelijk maakt rekening te houden met de anciënniteit die eventueel opgedaan is in een positie waarin er vóór die respectieve leeftijden in aanmerking te nemen diensten gepresteerd zijn en anderzijds is, wanneer in artikel 16, 4°, van het ontwerp van koninklijk besluit, dat onder nr. L. 26.831/2 aan de Raad van State is voorgelegd, een minimumvoorwaarde wordt vastgesteld, deze voorwaarde even goed op de kandidaat-inspecteurs als op de kandidaat-commissarissen van toepassing is. Men kan dus vóór de leeftijd van 25 in een betrekking van commissaris worden aangesteld en het is, in het licht van de grondwettelijke gelijkheidsregels, ondenkbaar dat de anciënniteit van een personeelslid van niveau 1 van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat pas vanaf de leeftijd van 25 jaar in aanmerking wordt genomen en niet vanaf de datum dat hij in dienst is getreden.

De artikelen 3 en 4 moeten bijgevolg vervallen.

.../...

Artikel 5

Artikel 5, dat de weddeschaal vaststelt die verbonden is aan de opgerichte graad van inspecteur, is in strijd met bijlage II bij het ontwerp van besluit, waarin die graad verbonden wordt aan de weddeschalen 2A en 2B, naargelang de betrokkenen bekleed waren met de afgeschafte graden van inspecteur of eerstaanwezend inspecteur.

Artikel 5 behoort dienovereenkomstig te worden gewijzigd.

Artikel 7

Artikel 7, dat de weddeschaal vaststelt die verbonden is aan de opgerichte graad van commissaris, is in strijd met bijlage II bij het ontwerp van besluit waarin die graad verbonden wordt aan de weddeschalen 1A en 1B, naargelang de betrokkenen bekleed waren met de afgeschafte graden van commissaris of eerstaanwezend commissaris.

Artikel 7 behoort dienovereenkomstig te worden gewijzigd.

Artikel 10

In het tweede lid dient duidelijkheidshalve te worden gepreciseerd dat de beoordeling "goed" verkregen moet zijn bij elke beoordeling die wordt gegeven in de loop van elk van de drie jaren die aan de bevordering voorafgaan.

.../...

Zoals ze geformuleerd is, zou die bepaling de indruk kunnen wekken dat één enkele beoordeling "goed" volstaat.

Artikelen 11 tot 15

Met het oog op een eenvormige terminologie is het verkieslijk de redactie over te nemen die de Raad van State voorgesteld heeft in verband met hetzelfde bekwaamheidsexamen voor de leden van de gerechtelijke politie, gelet op de wil die de gemachtigde ambtenaar heeft te kennen gegeven om de twee statuten met elkaar in overeenstemming te brengen.

Er dient eveneens te worden voorzien in een oproep tot gegadigden voor de bevorderingen tot een vacante betrekking.

Artikel 17

1. De verwijzing naar artikel 46 van het koninklijk besluit "houdende het statuut van het personeel van de buitendiensten van het Bestuur van de Veiligheid van de Staat" lijkt niet correct omdat die bepaling geen verband houdt met het met redenen omklede advies, maar met de volgorde van de bevorderingen door verhoging in graad (afdelingsinspecteur of afdelingscommissaris), waarover de Koning of de minister beslist.

Indien het de bedoeling van de stellers van het ontwerp is te verwijzen naar het voormelde artikel 46, wordt

.../...

afdeling IV van het onderhavige ontwerp overbodig. Die verwijzing behoort dan ook te vervallen.

2. Gelet op de algemene wetgevingstechnische opmerking nr. 2 die gemaakt is in dossier L. 26.831/2/V, dienen de woorden "artikel 41, §§ 2 en 3" te worden vervangen door de woorden "artikel 41, tweede en derde lid".

3. De woorden "houdt ... in" behoren te worden vervangen door het woord "is".

Artikel 18

Er wordt verwezen naar de opmerkingen gemaakt in het advies (L. 26.831/2), dat heden is gegeven in verband met artikel 46 van het ontwerp van koninklijk besluit "houdende het statuut van het personeel van de buitendiensten van het Bestuur van de Veiligheid van de Staat".

Artikel 19

1. In het derde lid van paragraaf 1 van de Franse tekst dient het woord "et" tussen de woorden "conseil" en "consultatif" te worden geschrapt.

2. Voor het derde lid wordt de volgende redactie voorgesteld :

.../...

"De beslissing om de benoeming voor bepaalde of onbepaalde tijd uit te stellen, geldt vanaf de dag waarop de anciënniteitsvoorwaarde, genoemd in de artikelen 11 en 13, vervuld is."

Artikel 22

De tekst dient gesteld te worden naar het voorbeeld van de redactie die de afdeling wetgeving van de Raad van State voor artikel 132 voorstelt in haar advies over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende de administratieve rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van de gerechtelijke politie, bij de parketten" (L. 26.540/2).

Artikel 24

Het tweede lid moet geformuleerd worden naar het voorbeeld van de redactie die de afdeling wetgeving van de Raad van State voor artikel 133 voorstelt in haar voormelde advies L. 26.540/2.

Artikelen 27 tot 33

De draagwijdte van de maatregelen betreffende de vrijstelling van het bezit van een diploma of van deelneming aan het schriftelijk gedeelte van een examen, het reserveren van examens en de absolute voorrang bij bevordering lijken, op het eerste gezicht en binnen de korte termijn die de Raad van State toegemeten is om dit advies te geven, zich niet te verdragen met de vereisten van artikel 10 van de Grondwet inzake de evenredigheid tussen het nagestreefde oogmerk en de gevolgen van deze maatregelen.

Hetzelfde geldt voor de maatregelen betreffende de periode van beoordeling die in aanmerking wordt genomen voor de toekenning van bevorderingen door verhoging in weddeschaal : naargelang het jaar waarin men gegadigde is, worden er een, twee of drie beoordelingen onderzocht.

Artikel 34

Voor de duidelijkheid moet de tekst geformuleerd worden naar het voorbeeld van de redactie die de afdeling wetgeving van de Raad van State voor artikel 144 heeft voorgesteld in haar voormelde advies L. 26.540/2.

Artikel 35

Niet alleen moet dezelfde verbetering worden aangebracht als die welke wordt voorgesteld voor artikel 170 van het ontwerp van koninklijk besluit betreffende de rechtspositie van de leden van de gerechtelijke politie, ook

.../...

moet, om iedere verwarring met de procedures voor bevordering door verhoging in graad, bedoeld in artikel 66, tweede lid, van ontwerp L. 26.831/2 te voorkomen, worden aangegeven dat de in artikel 35 bedoelde procedures betrekking hebben op bevorderingen door verhoging in weddeschaal.

Artikel 36

Door de ontworpen bepaling hebben de artikelen 2 en 26 terugwerkende kracht tot 1 januari 1995.

Als algemeen rechtsbeginsel geldt dat administratieve handelingen geen terugwerkende kracht hebben. Terugwerkende kracht kan evenwel gerechtvaardigd zijn indien de wet die toestaat. Indien er geen wet is die terugwerkende kracht toestaat, kan terugwerking alleen uitzonderlijk worden aanvaard wanneer ze meer bepaald noodzakelijk is voor de continuïteit van de overheidsdienst of om een feitelijke of rechtelijke situatie te regulariseren en voor zover hierbij de vereisten inzake rechtszekerheid en de individuele rechten in acht worden genomen.

Slotopmerkingen

De Nederlandse tekst van het ontwerp is uit een oogpunt van correct taalgebruik ontoereikend en onzorgvuldig gesteld. Bij wijze van voorbeeld worden hierna, onder voorbehoud van de bovenstaande inhoudelijke opmerkingen, een aantal tekstvoorstellen gedaan.

.../...

In het eerste lid van de aanhef moet het lidwoord "het" vervallen.

In de artikelen 5, 6, 7, 8 en 9 behoort het lidwoord "de" vóór het woord "weddeschaal" te vervallen.

In de artikelen 10, 11, 12, 13 en 14, 1^o behoort het woord "tenminste" in twee woorden te worden geschreven.

In de inleidende zin van artikel 11 is de constructie "Kunnen worden bevorderd tot" een gallicisme. Men schrijve : "Tot weddeschaal 2B kunnen worden bevorderd de inspecteurs die ...". Een soortgelijke opmerking geldt voor heel het ontwerp.

In artikel 12, 2^o, is het woord "proef" in de samenstelling "bekwaamheidsproef" in een gallicistische betekenis gebruikt. Men schrijve "bekwaamheidsexamen". Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

In artikel 15 vervange men het woord "evenals" door "alsmede".

In artikel 17, tweede en derde lid, schrijve men "het ... uitgebrachte advies" en niet "het ... uitgebracht advies".

In de inleidende zin van artikel 18, § 1, ontbreekt het lidwoord "de" vóór de woorden "volgende orde". Een soortgelijke opmerking geldt voor artikel 18, § 2, tweede lid.

.../...

In artikel 18, § 2, 2°, vervange men "het best gerangschikt staat op" door "het best gerangschikt is voor".

In artikel 19, § 1, eerste lid, behoort "ingeval" in twee woorden te worden geschreven. Een soortgelijke opmerking geldt voor heel het ontwerp.

In bijlage 1 bij het ontwerp is het woord "indicie" blijkens Van Dale, GWNT, niet correct gebruikt.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs J.-J. STRYCKMANS,
de Heren

président,
voorzitter,

Y. KREINS,
P. QUERTAINMONT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPEREE,
J.-M. FAVRESSE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame B. VIGNERON,
Mevrouw

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par
M. E. THIBAUT, auditeur adjoint.
La note du Bureau de coordination a
été rédigée et exposée par
M. C. NIKIS, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. E. THIBAUT, adjunct-
auditeur. De nota van het Coör-
dinatiebureau werd opgesteld en
toegelicht door de H. C. NIKIS,
adjunct-referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandai-
se a été vérifiée sous le contrôle
de M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. J.-J. STRYCKMANS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

J.-J. STRYCKMANS